



## Pour un débat citoyen

*Résolution du comité exécutif du Forum Français pour la Sécurité Urbaine, février 2015*

Les villes engagées depuis de nombreuses années dans le Forum français pour la sécurité urbaine sont convaincues que la violence radicale doit trouver une réponse répressive forte alliant des mesures de police, de sanctions et cela dans le respect de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Mais cette action répressive, pour laquelle il faut saluer le travail patient de nos policiers, doit s'accompagner d'une politique de prévention active. L'origine, le parcours de vie des jeunes engagés dans le jihadisme nous interpellent sur nos capacités à apporter des réponses quotidiennes aux inquiétudes de nos concitoyens.

La radicalisation d'un jeune est un signe de la défaillance de nos institutions à offrir une insertion sociale, culturelle suffisamment forte pour dissiper les mirages macabres portés par des agitateurs s'abritant derrière le fait religieux. Notre République doit à la fois dé-légitimer le supposé héroïsme que certains semblent voir dans le parcours des assassins, et porter clairement un imaginaire structuré pour répondre aux aspirations légitimes de jeunes hommes et femmes recherchant une reconnaissance, un respect, l'accès à une citoyenneté pleine et entière. Des traductions plus concrètes de notre devise républicaine, notamment en termes d'accès à l'éducation, à la culture, à la formation, à la santé, au logement, à l'emploi doivent être apportées.

Confortés par le vaste mouvement de mobilisation, les maires souhaitent prendre toute leur part dans la réaffirmation des valeurs de la République et dans les réponses à apporter à toutes les questions qu'un jeune se pose et pose à notre société.

Si l'enseignement appartient au monde de l'école, l'éducation est de la responsabilité de tous. Chacun doit intégrer la « communauté éducative », afin de faire en sorte que les villes deviennent des villes « éducatrices ». Un effort d'ouverture doit être fait par l'Éducation Nationale qui pourrait plus fortement utiliser les ressources que le corps social peut offrir. Le module de l'« enseignement moral et civique » rendu obligatoire à la rentrée scolaire prochaine est une occasion pour entamer un processus d'élaboration large de consultation et de dialogue avec toutes les forces vives à l'échelon local. C'est, finalement, une forme de Projet Éducatif Global, multipartenarial, qui pourrait rapidement s'affirmer dans nos villes.

Le dialogue est aussi dans les débats des comités de quartier et des conseils citoyens. Les enjeux de vie quotidienne ne sont pas exclusifs d'un débat sur les enjeux de citoyenneté. L'engagement des adultes dans les services offerts aux jeunes doit y trouver sa source. Développons plus systématiquement le parrainage de jeunes par des professionnels de toute nature, par des personnes ayant un savoir.

Beaucoup de ces jeunes sont passés par le stade de la délinquance, leur radicalisation marque un échec de notre politique de sanction et dans sa capacité à ouvrir les voies d'une réinsertion. Nous ne devons plus laisser les seules institutions pénales réparer les dégâts que la vie inflige à beaucoup des jeunes délinquants. Une mobilisation des ressources présentes dans les villes s'impose, mais plus encore, tous les lieux de renfermement doivent être aussi des lieux du débat républicain. L'instruction civique doit être menée de manière adaptée mais vigoureuse et de façon cohérente. Le dialogue entre les policiers et les jeunes, les juges également doit être systématisé.

La mobilisation de toutes nos ressources à l'échelon local pour porter le débat mettant à bas les fanatismes religieux et les extrémismes dangereux pour notre démocratie fait appel aussi au dialogue européen. Depuis des années, les villes du Forum sont engagées dans ce dialogue européen. Apprendre des uns des autres, mener des actions conjointes, se former, confronter ses analyses, évaluer, le Forum est un outil précieux pour tous les élus convaincus de la nécessité que les villes sont les creusets de nos valeurs et le cadre des actions améliorant la sécurité et l'engagement civique.